



**Communiqué de presse**  
*Pour publication immédiate*

## **L'ONU blâme encore le Canada pour le non-respect des droits sociaux**

Montréal, le 22 mai 2006 / La Ligue des droits et libertés et plusieurs organismes sociaux accueillent avec grande satisfaction la publication des Observations finales du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU concernant le Canada. Dans un rejet total de l'affirmation de la délégation gouvernementale canadienne à Genève au début du mois, selon laquelle « Tout va très bien au Canada », le Comité d'experts s'est dit préoccupé par la persistance des problèmes de pauvreté, de faim et de logement et des effets dramatiques sur les groupes les plus vulnérables de la société et souligne notamment l'insuffisance du salaire minimum, des prestations d'aide sociale, de la protection de l'assurance-emploi, de l'accès aux logements sociaux et s'inquiète des évictions forcées de locataires pour non-paiement.

Dans un pays aussi prospère que le Canada, le Comité ne s'explique pas pourquoi le gouvernement n'accorde pas le maximum des ressources disponibles à la pleine réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Le Comité recommande aux gouvernements du Canada et des provinces de mettre en place des recours afin d'assurer que ces droits soient pleinement protégés, conformément aux obligations découlant de l'adhésion au *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (PIDESC).

La Ligue des droits et libertés et une coalition d'organismes communautaires et syndicaux feront part de leurs commentaires plus élaborés et interpellent les gouvernements du Canada et du Québec sur des mesures concrètes permettant de donner suite aux recommandations du comité de l'ONU lors d'une conférence de presse

Mardi le 23 mai, à 11h  
Centre St-Pierre, local 204  
1212 Panet, Montréal

La version anglaise des observations finales du Comité est disponible en ligne  
<http://www.ohchr.org/english/bodies/cescr/docs/E.C.12.CAN.CO.5.pdf>

– 30 –

Pour plus d'informations : Pierre-Louis Fortin-Legrès, 514-849-7717, poste 424, cellulaire : 514-825-6136

Porte-parole de la Ligue des droits et libertés : Vincent Greason 514-602-2836

Porte-parole du FRAPRU : François Saillant : 514-919-2843